

L'investissement record soutient une croissance forte

En 2005, la croissance économique de La Réunion est estimée à 4,9% d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. Sous l'effet cumulé de cette croissance d'activité et de celle des prix, la valeur du Produit intérieur brut de La Réunion a progressé à un rythme estimé à 7,3%.

La croissance économique apparaît forte : elle se situe un demi-point au-dessus de la moyenne des dix dernières années. L'accélération des prix l'a cependant limitée et conduit à nuancer les résultats augurés en cours d'année par la vigueur exceptionnelle des chiffres d'affaires. En effet, l'inflation a atteint +2,2% en 2005 en moyenne annuelle (après +1,7% l'année précédente) poussée notamment par les hausses de l'énergie, des transports et des loyers. A La Réunion, comme au niveau national, les effets du renchérissement du pétrole, des matières premières industrielles importées et du fret ont pesé sur la valeur ajoutée créée. La Réunion conserve cependant un dynamisme propre élevé puisque au niveau national la croissance n'a pas dépassé 1,2%.

Entreprises, ménages et secteur public concourent à l'investissement.

Par rapport à l'année 2004, la croissance 2005 marque une accélération grâce à la vigueur des investissements. La consommation reste dynamique mais sa contribution à la croissance globale plafonne. L'année se distingue par un niveau d'investissement exceptionnel, fruit des efforts cumulés de l'ensemble des acteurs : secteur public, entreprises, ménages. Au total, les

montants investis dans l'économie ont progressé de plus de 15% en valeur. Les entreprises ont repris leur effort d'investissement comme en témoigne l'accélération des ventes de véhicules industriels (+13% après +9% en 2004) et des importations de biens d'équipement (+19% hors achat exceptionnel aéronautique), en lien avec l'accélération de leurs encours de crédits d'équipement (+18% après +11,6% en 2004 en moyenne annuelle). Les investissements des entreprises représentent 44 % de l'ensemble des investissements de l'économie réunionnaise.

L'investissement en logement des ménages est resté très soutenu, même s'il paraît plafonner, à l'image du nombre de logements neufs visés par le Consuel stabilisé à un niveau très élevé. L'encours de crédits à l'habitat octroyés par les banques de la place réunionnaise a progressé à un rythme toujours rapide bien qu'en décélération légère (+15% après +17,3% en 2004 en moyenne annuelle). L'allongement des durées des prêts proposés dans un contexte de taux d'intérêt encore favorables soutient le dynamisme de l'accession à la propriété malgré la hausse continue des prix immobiliers. Les investissements des ménages constituent le tiers de l'ensemble des investissements de l'économie réunionnaise.

Les travaux publics et de génie civil ont de plus constitué des moteurs puissants en 2005 avec principalement le chantier de la route des Tamarins et les travaux de basculement des eaux. L'investissement du secteur public s'est porté de surcroît sur des bâtiments d'enseignement, le renfort

d'infrastructures et des travaux d'aménagement. Les investissements du secteur public représentent un cinquième des in-

La consommation des ménages se fait plus sélective

vestissements de l'économie réunionnaise. La consommation des ménages a augmenté à un rythme estimé à 6,2% en valeur, conforme à la moyenne des dix dernières années. Compte-tenu du surcroît d'inflation, cette hausse exprimée en prix constants ne dépasserait cependant pas +4%, soit légèrement en deçà du rythme moyen de la période 1993-2004 (+4,2%).

Les dépenses en biens de consommation (habillement, équipement du foyer, mobilier, vidéo, photo, pharmacie, édition...) satisfaites aux 2/3 par des produits importés, ont peu accéléré, à l'image des imports de ces articles (+4% après +3,5% en 2004). A contrario, les ventes de véhicules de tourisme ont remporté un franc succès : +17,8% en cette année de salon automobile, soit 7 points de plus que lors de la précédente édition du salon en 2003. Ces ventes participent à l'accélération des encours de crédit à la consommation en fin d'année. En moyenne annuelle, la progression des encours de crédit à la consommation ont cependant ralenti (+7,7% après +10,9% en 2004).

Les dépenses en services des ménages progressent toujours rapidement, notamment les télécommunications, l'audiovisuel et les services à la personne. De même, les dépenses en loyers, qui représentent un cinquième des dépenses des ménages, ont conservé un rythme de hausse soutenu. Enfin, pour les ménages comme pour l'ensemble des acteurs de l'économie, les dépenses en énergie s'accélérent sous l'effet principalement de la flambée du prix du pétrole, mais aussi

de la progression de la consommation. Pour les ménages réunionnais, la hausse du prix de l'énergie a atteint 9,7% en moyenne annuelle (+15,3% au niveau national).

Le secteur du BTP a été le secteur le plus dynamique en 2005. Avec une valeur ajoutée en progression de 11,3%, en volume, il devance les secteurs des biens d'équipement et produits minéraux ainsi que le commerce automobile. Les performances de ces secteurs en terme de valeur ajoutée sont cependant remarquables avec des taux de progression en volume de 8% à 11%. Le dynamisme du BTP a entraîné toutes les activités qui lui sont liées. Dans son sillage, les secteurs des services aux entreprises et des transports ont aussi réalisé des résultats meilleurs que la moyenne avec des hausses de valeur ajoutée à prix constant de l'ordre de 5%.

Le BTP entraîne les activités qui lui sont liées

Si l'expansion du chiffre d'affaire du secteur secondaire a été exceptionnelle en 2005, l'accélération de sa valeur ajoutée a été cependant un peu moins forte qu'attendu du fait du renchérissement des consommations intermédiaires. Les hausses des cours internationaux du pétrole et des matériaux ferreux se sont en effet répercutées sur les prix des matériaux dérivés. De plus l'index du prix du fret affiche une hausse de près de 20% sur l'année à La Réunion.

Parmi les autres secteurs, la production de la pêche s'est accrue (+17% en valeur) tandis que celle du sucre s'est repliée, la campagne 2005 ayant déçu après le tonnage exceptionnel récolté en 2004. Par ailleurs, l'hôtellerie-restauration a marqué une pause avec le tassement du nombre de touristes. (>>)

<< Le déficit extérieur se creuse

Le déficit commercial s'est à nouveau creusé (+10%, hors achats exceptionnels aéronautiques) car les imports ont accéléré. La hausse a été particulièrement forte pour les machines et équipements (+27%), en lien avec la vigueur de l'investissement, et pour l'énergie dont la facture s'alourdit (+18%). Les exportations de biens sont restées bien orientées, en progression de 4,9% grâce aux ventes de sucre (+14%) issues de l'excellente campagne sucrière 2004. Les dépenses des touristes sur le sol réunionnais ont aussi fléchi de 1,8%

avec 308,8 millions d'euros après 314,4 en 2004. Si les dépenses consacrées aux loisirs (-8,3%) et à la restauration (-3,3%) ont reculé, celles consacrées aux souvenirs (+3,1%) et à l'hébergement (+2,7%) ont progressé, l'hébergement confortant sa place de 1er poste de dépenses. ^

Nadine JOURDAN
Chef de division « comptes économiques »
INSEE REUNION

Evolutions	PIB		Consommation finale		Investissement	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2005	7,3%	4,9%	6,2%	3,9%	15,5%	13%
Moyenne annuelle période 1993-2004	6,2%	4,4%	6,0%	4,2%	8,2%	6,3%

Source : CEROM - Comptes rapides

La création d'entreprises

En 2005, la création d'entreprises bat à nouveau des records avec près de 5 680 unités créées (après 5 330 en 2004, soit +6,6%). Parmi elles, 76 % sont des créations réellement nouvelles (soit 4 320 entreprises nouvelles, 4 100 en 2004), 20% correspondent à des réactivations d'entreprises cessées et 4% à des reprises.

Le nombre d'entreprises créées progresse de 15 % dans la construction, 8,4 % dans les services aux entreprises, 4 % pour le commerce, mais recule de 8 % dans les industries agro-alimentaires.

Du fait des disparitions, le parc d'entreprises s'accroît cependant moins vite que les créations. Si les créations de l'année 2005 sont à ce jour bien connues, le démarrage d'une activité nécessitant une immatriculation rapide, il n'en est pas de même pour les disparitions, plus longues à se confirmer.

Au 1er janvier 2005, on dénombrait 30 942 entreprises (dans les secteurs de l'industrie, des commerces ou des services) soit seulement 1 760 de plus qu'au 1er janvier 2004 en dépit de 5 330 créations. Le taux de survie des entreprises réunionnaises est en effet le plus faible de France : une sur deux seulement survit au-delà de trois ans contre les deux tiers en France métropolitaine et dans les autres DOM.

Un compte économique rapide pour La Réunion

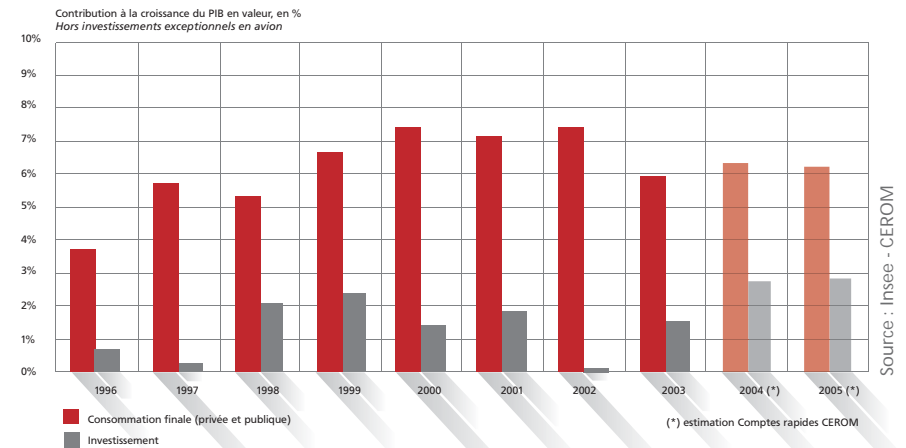
L'année 2005 marque la 1ère réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Ces comptes économiques rapides sont produits par l'INSEE dans le cadre du projet CEROM conduit en partenariat entre l'INSEE, l'AFD, et l'IEDOM, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un

compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2005 sera collectée.

Plusieurs scénarii de modélisation ont été réalisés, permettant de tester des variantes fondées sur des hypothèses hautes et basses. Les résultats publiés ici correspondent au résultat central obtenu. ^

Contributions à la croissance du PIB :

stabilisation de la consommation, montée en puissance de l'investissement



La contribution indique de combien le PIB aurait varié sous l'effet de la seule variation de la composante étudiée «toutes choses égales par ailleurs». En 2005, la seule progression de la consommation finale induit «comptablement» une hausse de PIB de 6,2%, de même la seule hausse de l'investissement induit une hausse de PIB de 2,8%.

Du PIB en valeur à la croissance en volume

Le PIB de La Réunion est mesuré en valeur. Afin d'approcher la croissance de l'activité en volume, c'est-à-dire indépendamment de la hausse des prix, le PIB est alors déflaté par un indice de prix. L'indice utilisé à La Réunion est l'indice des prix à la consommation, car il n'existe pas à ce jour d'indice des prix du PIB pour l'île.

L'indice des prix à la consommation est construit pour refléter la consommation des ménages. Il n'intègre donc pas les matières premières, les biens d'équipement industriels, ni les services aux entreprises. Il probable que l'accélération des prix de ces biens soit plus rapide que celle des biens de consommation ces deux dernières années, et que, par conséquent, le fait de déflater par l'indice des prix à la consommation surestime légèrement la croissance en volume.